

Le D^élit français

V89_N06

Montréal, le mardi 21 septembre 1999

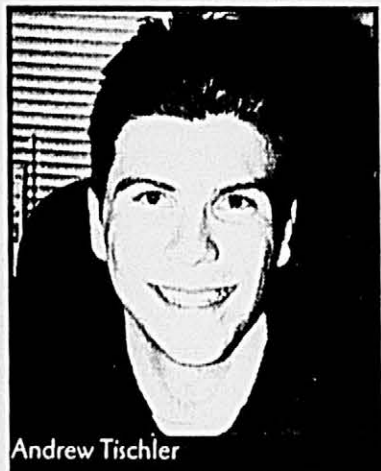
Une nouvelle voix pour les francophones?

Un poste de «conseiller spécial étudiant» francophone pourrait voir le jour en janvier 2000

par sylvain larocque

Après des années d'attente et de pressions politiques directes et indirectes, les francophones de McGill risquent de faire un pas de géant sous peu: un poste rémunéré de «conseiller spécial étudiant francophone» (francophone student facilitator) pourrait être créé sous peu. Ce serait une première, et le commissaire francophone de l'Association étudiante de l'Université McGill (AÉUM), Louis-Philippe Messier, s'en montre emballé.

Mélissa Martin



«Ce fut presque une surprise inespérée, avoue-t-il d'emblée au D^élit français. Mais il faut dire que le contexte actuel est favorable à cette amélioration du statut des francophones à McGill. Le nouvel exécutif de l'AÉUM, surtout [le président Andrew] Tischler et [le vice-président, Affaires universitaires] Xavier Van Chau se sont montrés sensibles à la cause francophone lorsque je les ai sollicités lors des élections du printemps dernier.»

La suite des choses s'est déroulée très vite: aussitôt en fonction, Tischler et Van Chau ont discuté de la question avec la direction de l'Université et ont rapidement reçu l'attention du numéro deux, le Dr. Vinet, doyen aux Affaires académiques, en poste depuis le 15 juillet 1999.

Choisi par le principal Bernard Shapiro, le Dr. Vinet oeuvrait auparavant à l'Université de

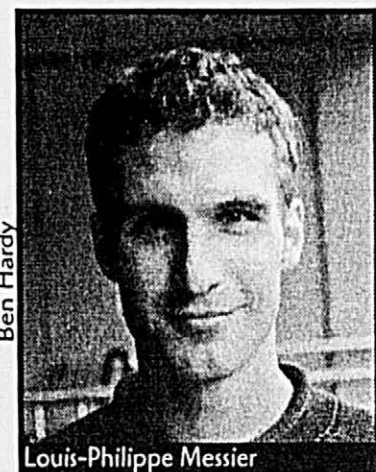
Montréal et a travaillé pour le consortium d'entreprises RCM2, qui fait le lien entre les entreprises et les centres de recherches universitaires.

«C'était une décision audacieuse de la part de Shapiro de choisir Vinet, un outsider, lance Messier. Il va apporter de l'air frais à l'administration, et cette première initiative le montre bien.»

La «description de tâches» de l'éventuel poste a été préparée par Rosalie Jukir, doyenne des étudiants, et Leslie Copeland, coordonnatrice du premier cycle, qui ont aussi appuyé le projet dès la première heure. Parmi les tâches du poste, notons:

- participer à l'élaboration d'un programme d'orientation à la rentrée, destiné aux francophones et aux francophiles (on a déjà commencé à se pencher sur la question)

- interroger la population



Louis-Philippe Messier

francophone actuelle de façon à déterminer ses besoins;

- coordonner les services et les ateliers pour étudiants francophones;

- superviser la création et le suivi d'une liste d'envoi électronique pour les étudiants franco-

phones.

Décision cette semaine

C'est cette semaine que sera scellé l'avenir de ce projet. Le conseil «recteur/vice-recteurs» se réunira jeudi à huis clos pour en discuter et, espère-t-on, l'accepter. Ne restera ensuite qu'au Budget planning group à trouver l'argent pour le poste, qui devrait être rémunéré à raison d'environ 32 000\$ par année.

Pour Louis-Philippe Messier, il n'y a pas de doutes que le travail de lobbying qu'il a effectué auprès des différentes instances mcgill-

loises, conjugué à l'accalmie politique actuelle et au fait que l'exécutif de l'AÉUM soit francophile, a largement contribué à la naissance concrète de ce projet, qui s'inscrit dans une visée plus large de rapprocher les francophones, de mieux répondre à leurs besoins spécifiques et de favoriser leur intégration au milieu mcgilllois.

«Ceux qui prétendent que ces initiatives ne vont que ghettoïser davantage les francophones se trompent: c'est en répondant mieux à leurs attentes qu'ils s'intégreront adéquatement», conclut Messier. ☉



« C'est pour un dépôt! »

par antoine legendre

Les férus de romans balzaciens se souviendront sans doute du fameux Mont-de-piété, ce haut lieu de l'escroquerie parisienne où le Père Goriot hypothéquait son maigre avoir au bénéfice de ses filles. Tenu par des gens immoraux et cupides, ce type d'endroit servait sans doute de lieu repoussoir dans l'univers du célèbre romancier. Un siècle et demi plus tard, de l'autre côté de l'océan, il est intéressant de constater que le concept semble toujours en vogue. Aujourd'hui, à Montréal, l'industrie porte le nom plus prosaïque de « prêteur sur gages » ou encore de pawn shop. Ce type de commerce, après avoir traversé les époques, semble se porter à merveille.

(suite page 2)

Débat des rédacteurs en chef du D^élit/Daily: que valent les droits de scolarité différentiels? page 9

Les Journées de la culture battent leur plein à la page 5!

« C'est pour un dépôt! » (suite de la page 1)

« Notre boss a dix boutiques et il pense en ouvrir d'autres prochainement. En fait, je pense qu'il n'y a pas un quartier de Montréal où il n'y a pas de *pawn shop*. » Celui qui s'exprime en ces termes, c'est André, 25 ans, employé d'un prêteur sur gages du nord de Montréal depuis deux ans. Débrouillard et fiable, il est vite entré dans les bonnes grâces de son patron. Celui-ci le lui rend bien en faisant de plus en plus reposer le fonctionnement de son affaire sur ses épaules. « La confiance est capitale dans mon domaine, raconte-t-il, il y a tellement de gens qui tentent de nous jouer (sic) que c'est important d'être honnête avec le monde ».

Visiblement, son emploi lui plaît. Quand on fait mine de ne pas du tout connaître son univers, il s'empresse de nous expliquer de quoi il en retourne: « Le prêt sur gages, c'est un commerce tout à fait légal. Si tu as besoin d'argent, que tu es mal pris, qu'il t'est arrivé une *bad luck*, c'est là que tu viens nous voir. Tu peux nous apporter n'importe quoi qui a de la valeur. On prend n'importe quoi qu'on va pouvoir revendre, en partant des C.D. jusqu'aux voitures, en passant par l'électronique, les instruments de musique, les appareils photo. »

Le mécanisme du prêt sur gages est simple. On porte au prêteur un article de valeur duquel on se départit moyennant un montant d'argent. Si on ne revient pas racheter notre article dans les dix jours suivants, il est, en accord avec la loi, mis en vente par le prêteur. André précise qu'une règle tacite du milieu laisse par contre jusqu'à trente jours de délai aux clients pour le rachat. Le prêteur fait une partie de son chiffre d'affaires en revendant la marchandise plus cher qu'il ne l'a payée. La plupart du temps, cependant, c'est en imposant au « racheteur » une somme supplémentaire oscillant entre 18 et 25% du montant initial à rembourser qu'il fait de l'argent.

Le commerce où il travaille est situé dans un quartier populaire essentiellement compo-

sé d'immeubles résidentiels. Il confie qu'il a vu toutes sortes de personnes défiler devant son comptoir. « Contrairement à ce que les gens pensent, ce ne sont pas toujours des pauvres qui viennent nous voir. Bien sûr ils sont là, souvent pour nourrir leurs enfants à la fin du mois et ça fait un peu mal au cœur de leur prendre leur télé mais ce n'est même pas la moitié de nos clients. » Une partie de la clientèle semble être composée de ceux qui veulent se débarrasser de leurs affaires et qui sont trop paresseux pour aller tenter de les vendre sur la place publique. Selon lui, des alcooliques ou des drogués peuvent aussi se pointer parfois, lorsque le manque d'argent les empêche de se livrer à leur vice. Il y a aussi les *gamblers* qui sentent que c'est leur jour de chance et qui s'en vont au casino avec l'argent de la vente de leur système de son. « Souvent, ceux-là reviennent le lendemain, car ils ont gagné et ils rachètent leurs articles. »

Selon André, les étudiants fréquentent également son commerce, mais ils forment une sorte de clientèle saisonnière: « À chaque début de session, ils viennent nous voir pour être capables de payer leurs livres et leurs frais de scolarité. Dans les autres périodes de l'année, on ne les voit pas beaucoup. » Outre ces portraits frisant le pathétique, il semble que le commerce où travaille André accueille surtout des gens d'une assez bonne condition économique. « La plupart de nos clients, ce sont des gens qui vivent très bien mais qui ont, un jour, une fin de mois difficile. Certains nous fréquentent une ou deux fois l'an et ils viennent toujours rechercher leurs affaires. »

Selon les statistiques de la boutique, près de trois personnes sur quatre reviennent chercher leurs articles avant l'échéance fixée. Et le taux de rachat augmente quand les articles sont des bijoux. « Les bijoux ont souvent une valeur sentimentale. C'est souvent la bague de leur grand-mère ou la montre reçue en cadeau que les gens viennent porter. Presque toujours, dans ce cas, ils viennent rechercher leur article. »

La marchandise non récupérée sert à attirer une autre sorte de clientèle habituée des prêteurs sur gages: les chercheurs de *bargain*. Quand on lui demande s'il y a moyen de faire des trouvailles à bon prix dans son commerce, André hoche lentement la tête et vous fixe d'un air approbateur: « Nous, on paye environ le quart de la valeur de l'objet à neuf. On revend un petit peu plus cher pour faire un profit mais le prix demeure quand même très bas par rapport au marché. Alors, si tu veux une télé, un magnétoscope, une trompette ou un *Play Station* puis que tu veux pas payer le plein prix, et bien, c'est là que nous devenons intéressants. » Il confie même que certains des établissements de son patron se situent dans des quartiers riches de Montréal. Ces boutiques leur servent de points de vente où ils font converger les articles de valeur puisés ailleurs à Montréal.

De plus, il semble que la qualité soit presque toujours au rendez-vous. Ceci s'explique par le fait que, pour ne pas se faire avoir, le prêteur emploie un technicien qui s'assure du bon fonctionnement des nouveaux arrivages. Les employés de la succursale sont unanimes là-dessus: pour le connaisseur, ce genre d'endroit peut représenter une mine d'or. « Il y a des gens qui viennent nous voir chaque semaine pour vérifier le nouveau stock. Si tu sais ce que tu veux, tu vas être en mesure de dénicher la perle rare. Nos acheteurs habitués nous demandent même de surveiller tel ou tel article et de le mettre de côté pour eux. » En plus, la succursale où travaille André offre une garantie sur les achats. Bien sûr, le commerce du prêt sur gages rime aux yeux de plusieurs avec des réalités louches. En effet, comment ne pas penser au potentiel illimité que peut représenter ce genre de commerce pour le voleur et le receleur? À ce sujet, André est clair: le système de vérification mis en place rend presque impossible toute tentative de fraude. « Premièrement, nous ne prenons aucun objet sans numéro de série. Quand quelqu'un vient nous porter un

ordinateur ou une caméra, on note son numéro sur un registre que nous transmettons à la police à la fin de chaque semaine d'activité. De cette façon, ils comparent (sic) avec les plaintes de vol qu'ils ont reçues et ils nous contactent en cas d'infraction. » Afin de pouvoir retracer leurs clients vendeurs, chaque personne qui va porter son bien chez eux est tenue de montrer une pièce d'identité. De plus, le prêteur est tenu de conserver un dossier exhaustif sur chaque client (qui inclut même parfois une photo digitale). « Ainsi, tranche André, les fraudeurs ont besoin de se lever de bonne heure! » Quand il est interrogé sur les objets qui, comme les bijoux, n'ont pas de numéro de série, il se fait plus évasif: « Aucun système n'est parfait! ».

Malgré tous les griefs que l'opinion générale peut entretenir à l'égard du prêt sur gages, il reste un grand nombre de gens qui estiment que ce commerce a un rôle important à jouer dans notre société. Pour les gens qui se retrouvent un jour à court de cette denrée essentielle qu'est l'argent, le *pawn shop* est une planche de salut. Ceux qui ont les moyens de chercher la bonne affaire, quant à eux, font souvent de ces endroits leur lieu de prédilection. Quoi qu'il en soit, le prêt sur gages semble bel et bien implanté à Montréal. À l'heure actuelle, on y compte plus de deux cents établissements. André nous révèle avec enthousiasme que le paradis des chercheurs de trésors à Montréal, c'est la rue Ontario. Avec ses quelques quarante prêteurs sur gages, cette artère figure au premier rang dans la métropole pour ce qui est des occasions uniques qu'un acheteur sérieux peut déguster. Et André, l'air candide, de conclure sur une note des plus optimistes: « Tu vas là, puis c'est comme une boîte à surprises! De semaine en semaine, tu sais jamais ce qui va sortir! »

Bien sûr très vite le professionnalisme d'André reprend le dessus: « En passant, t'aurais pas besoin d'un bicycle, toi? »

Avis aux universitaires

Cette année,
il y a une **MATIÈRE**
de plus à étudier...
Elle est **R.O.C.K.**

CONCOURS

doctorockbud

Découvre comme il peut être payant d'apprendre.

Tous les détails sur le site

www.doctorockbud.com

Quand l'Occident s'ouvre les yeux... lentement

par Julien Laplante

En 1975, le Timor Oriental, alors colonie portugaise, est délaissé par sa métropole. S'ensuit une guerre civile sur ce territoire de moins d'un million d'habitants où les indépendantistes du FRE-TILIN (nationalistes progressistes et indépendantistes) sont déclarés victorieux. Il n'en faut alors pas plus pour que l'Indonésie, appuyée par les Américains, envahisse le territoire et l'annexe. Le Conseil de sécurité de l'ONU adopte dans les semaines qui suivent des résolutions sur le retrait des troupes indonésiennes et le droit des Timorais à l'autodétermination. Ces résolutions seront rapidement mises sur les tablettes du Conseil de sécurité et tomberont dans l'oubli.

Djakarta procédera alors à de sanglantes purges, visant de toute évidence à empêcher les communistes de prendre le pouvoir. Au moins 200 000 Timorais périront, sans compter un nombre indéterminé de personnes dont la vie sera gâchée par des séjours en prison et la limitation de leur déplacement. À l'époque, tout le monde ferme les yeux. Que pourrait-il arriver si cette province devenait rouge? Le Vietnam est toujours là, et la logique de la "pomme pourrie" tient toujours. Logique difficile à comprendre de nos jours, d'autant plus que ce territoire n'était qu'une partie négligeable de l'Indonésie.

Ensuite, on oubliera rapidement le sort des Timorais, pourtant toujours aux prises avec les actions génocidaires de l'armée indonésienne. L'Indonésie connaît une croissance économique qui ne cesse de s'améliorer au cours des années 80. Quand l'économie va, tout va. Le contexte politique lui, viendra se transformer radicalement avec la chute de l'URSS. La communauté internationale pense de moins en moins en termes balistiques et de plus en plus en termes boursiers. Pendant ce temps, on égorge toujours allègrement les Timorais. Alors que la population timoraise est en chute libre, les indices boursiers asiatiques montent en flèche. L'Indonésie est mise sur un piédestal, et ce en dépit de la mauvaise gestion du gouvernement Suharto et des exactions de l'armée indoné-

sienne, hyper-puissante dans son pays.

Le conflit du Timor oriental, à l'image de nombreux autres conflits africains, était devenu une "guerre oubliée", cachée par l'écran de fumée de la croissance économique. L'Indonésie était considérée comme un modèle. Jusqu'au moment où la bombe à retardement économique éclate et qu'une récession balaie les acquis indonésiens. Suharto tombe, des images évoquant le



Un soldat indonésien garde un camion militaire transportant des troupes australiennes dans Dili, au Timor-Oriental, lundi.
GUTTENFELDER REUTERS

massacre de Timorais lors de l'enterrement d'indépendantistes sont diffusées sur les réseaux internationaux, et la communauté internationale réalise que rien n'a changé en Indonésie. Succès économique ne rime pas nécessairement avec démocratie et libéralisme. Les graines semées par le monde occidental ont donné naissance à un monstre.

Le référendum sur le principe d'autodétermination du Timor Oriental avait été

accepté à contrecœur par Bacharuddin Yusuf Habibie, le successeur du président Suharto, qui avait besoin de l'aide internationale pour minimiser les dégâts de la crise économique. Cette consultation en était donc une à risque, surtout dans un pays reconnu pour son instabilité et pour sa propension à l'utilisation de la violence. En toute logique, l'ONU aurait dû être prête à intervenir sur le champ suite à la diffusion des résultats du référendum pour lequel le taux de participation fut de 98,5% et remporté à 78,5% par les indépendantistes. D'un point de vue moral, il est tout à fait juste de critiquer le retard de l'ONU pour arrêter les massacres entrepris dès la publication des résultats. À première vue, ce "cadeau" des Nations Unies semble être empoisonné. On a donné aux Timorais l'occasion de se prononcer pour ensuite se faire massacrer et expulser par des milices incontrôlées et appuyées par l'armée.

Suite à de nombreuses tergiversations, l'ONU a finalement donné son accord (malgré tout dans un temps record) à une intervention internationale pour rétablir la paix au Timor Oriental. Bien qu'une intervention plus hâtive aurait permis d'éviter une partie des massacres, on peut douter du fait que l'Indonésie aurait donné son accord au référendum si son gouvernement avait su qu'il en aurait inévitablement résulté une intervention internationale.

Les morts ne laissent bien évidemment personne en paix. Mais espérons que les morts du Timor Oriental auront au moins servi à déclencher une logique d'isolement militaire du Timor Oriental face au prédateur indonésien. Le premier contingent australien de la force internationale est arrivé dimanche matin et a pris position à l'aéroport de Dilli. Dans quatre mois, les troupes devraient être constituées d'environ 8 000 hommes. ☉

Le Délit français

Le Délit français est publié par la Société de publications du Daily. Il encourage la reproduction des ses articles originaux à condition d'en mentionner la source (sauf dans le cas d'articles et illustrations dont les droits avaient été auparavant réservés, incluant les articles de la CUP et de la PEQ). Les opinions exprimées dans ces pages ne reflètent pas nécessairement celles de l'Université McGill. L'équipe du Délit n'endosse pas nécessairement les produits dont la publicité paraît dans ce journal. Imprimé par Payette et Simms inc.

Le Daily est membre fondateur de la Canadian University Press et de la Presse étudiante du Québec (PEQ).

Imprimé sur du papier recyclé à 20 p. cent.

ISSN 1192-4608

Le Délit français

rédaction en chef
Julien Laplante

co-rédaction, section nouvelles
Isabelle Gagné
Sylvain Larocque

rédaction, section culture
Julie Rouleau

coordonnateur de la mise en page
Jonathan Arès

mise en page
Iris Cantin
Jonathan Colford
Fon Delluono-Powell
Sylvain Larocque

coordonnatrices de la correction
Sophie Choquet-Girard
Clara Chapdelaine-Feliciati

correction
François Caron
Boutaina ElFekkak
Céline Fernandez
Dominique Fortier
Céline Furi
Isabelle Gagné
Sophie Mathieu
Anne-Marie Tremblay
Axel Wintrebert

collaboration
Jason Chow
Antoine Legendre
Bahar Nofidi
François Pradella
Perrine Vennetier
Marie-Hélène Véronneau

coordonnatrice de la photographie
Méissa Martin

coordonnateur des illustrations
Michel Hellman

Le McGill Daily

coordination à la rédaction
Jason Chow

gérance
Marian Schrier

publicité
Sasha Deschênes et Boris Shedov

photocomposition et publicité
Cameron Campbell

L'usage du masculin dans les pages du Délit français vise à alléger le texte et ne se veut nullement discriminatoire

adresse électronique
delit@moncourrier.com

Venez faire des gali-pettes avec nous au *Délit français* ! On tombe sur la tête tous les mardis à 17h30 au B-03, Shatner.



photo tirée de l'album *Play de Moby*

Délits mineurs et autres Délires

par isabelle gagné

La rencontre internationale sur le fédéralisme, qui aura lieu du 5 au 8 octobre au Mont Tremblant, agace les souverainistes. Ces trois jours de discussion, qui réuniront quelques 500 praticiens du fédéralisme de 25 pays, dont Bill Clinton, ne devraient pas être l'arène d'un procès du fédéralisme canadien, promet-on du côté d'Ottawa. Lucien Bouchard a réservé sa place un peu tard, ce qui laisse planer un doute sur sa présence. Peut-être ne se sent-il pas à sa place sous le couvert des feuilles d'érable rouges de Tremblant?

Le ministère de l'Environnement tournerait-il enfin au vert? Refusant de construire de nouvelles routes pour répondre au problème de l'engorgement du réseau routier, Paul Bégin propose de réduire le nombre de voitures plutôt que d'adapter les infrastructures à celles-ci. C'est que les transports en commun ne fournissent plus que 19% des déplacements (1993), comparé à 36% en 1973, que la distance parcourue et le temps passé en voiture augmentent sans cesse avec l'étalement urbain, et qu'une voiture n'est aujourd'hui occupée que par 1,2 personne en moyenne. Et comme 40% des émissions de gaz à effet de serre proviennent du secteur des transports, il est grand temps qu'on remette en question notre mode de vie.

On ne satisfait jamais les extrêmes en moyennant. La réforme de la police en Irlande du Nord, qui vise notamment à intégrer les Catholiques dans une organisation qui les a longtemps discriminés et exclus (moins de 1 policier sur 10 est Catholique), est jugée insuffisante par l'IRA, qui l'associe à un simple changement de nom, et est dénoncée par les groupes unionistes extrêmes, qui jugent qu'on accorde trop à l'autre camp.

Y a-t-il un seul "gros tas cellularisé" qui a été choqué des propos à caractère fécal de Wajdi Mouawad? L'éminent homme de théâtre, qui sera le nouveau directeur artistique du Théâtre du Quat' Sous dès janvier s'est offert de «pissier et chier» sur, soyons polis, les «cartons de commanditaire» dans son mot d'introduction publié dans le programme de sa reprise de *Don Quichotte* au TNM. La réaction fut instantanée. Un vrai coup de pub. Où était la presse révoltée pendant toutes ces années, alors qu'il passait le même message à mots à peine plus couverts? En train de se divertir au théâtre? ☉

par sylvain larocque

Comme des centaines d'autres

McGillois, vous aimiez aller vous prélasser et en fumer une au Alley, le jadis incontournable repaire de chats de gouttière (pardon!) ?

Désolé de vous décevoir, mais l'endroit est fermé depuis la fin du dernier semestre et il faudra attendre encore un an (!) avant de voir son «substitut» se pointer le nez.

Si vous avez la patience d'attendre tout ce temps (et Dieu sait que vous l'aurez, n'est-ce pas?!), vous aurez droit à un tout nouveau café étudiant dont l'atmosphère n'aura, aux dires de

autres bons vivants, qui doivent depuis l'extinction du Alley, aller choir au Gert's s'ils veulent en griller une? À go, on défonce les portes du Alley pis on s'installe!

☉ ☉ ☉

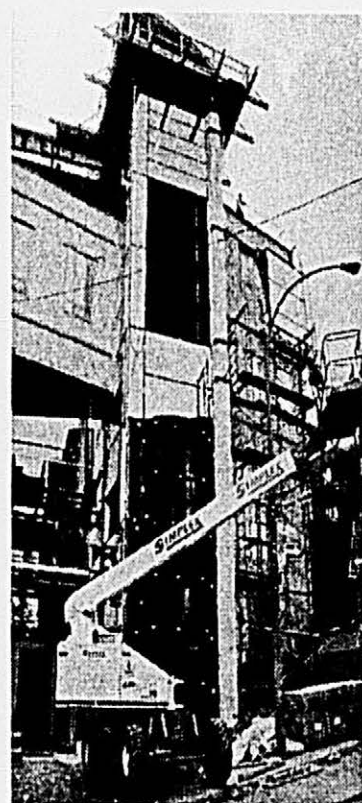
Quant au nouveau voisin de l'édifice Shatner (et du Alley), le futur édifice des services aux étudiants ouvrira ses portes au cours du mois d'octobre, plus d'un an après le début de sa (dérangeante) construction. S'il n'y a pas de nouveau retard, bien sûr.

On a bien hâte de voir ça, même s'il fera pâlir de honte une fois de plus et une fois pour toutes notre bon vieux Shatner de béton. Disons que l'architecture du nouvel édifice, si elle n'est pas révolutionnaire, cadre bien avec celle des bâtiments avoisinants, ce qui est déjà pas mal. Et la brique, c'est tellement plus beau que le béton... ☉



Les portes du Alley resteront closes cette année.

MÉLISSA MARTIN



MÉLISSA MARTIN

Kevin McPhee, vice-président aux Opérations à l'AEUM, absolument rien à voir avec notre défunt Alley. Bon, ce n'est pas que le Alley était à ce point détestable, loin de là — on s'y était profondément attaché, après tout — mais disons qu'il avait besoin d'un sérieux retapage.

On ne peut donc que se réjouir du réaménagement et, en fait, du déménagement du Alley en des lieux plus accueillants — autres que le sous-sol du Shatner (aussi bien dire les bas-fonds de notre vénérable institution...)

Mais aurait-on pu seulement penser à ces pauvres accros du petit tube blanc et jaune, et aux

Elections McGill est à la recherche de deux coordonnateurs électoraux pour s'occuper de élections de la SSMU/AEUM en collaboration avec le directeur des élections et le sous-directeur de élections.

Rémunération offerte.

Envoyez vos candidatures (lettre et c.v.) avant le 1^{er} octobre à l'attention de Paul Flicker, directeur des élections, au bureau de l'AEUM. Nous donnerons préséance aux candidats bilingues.

Elections McGill is seeking two Elections Coordinators to administer with the Chief Returning Officer and the Deputy Returning Officer all SSMU Elections.

Stipend offered.

Submit applications (cover letter and resume) by October 1st to the SSMU front desk to Elections McGill, care of Paul Flicker, Chief Returning Officer. Preference will be given to bilingual candidates.

Culture Culture Culture
CULTURE
Culture Culture Culture

De « bonnes journées » à ne pas manquer!

Depuis 1997, les journées de la culture se tiennent dans toutes les régions du Québec et débutent le dernier vendredi du mois de septembre pour se poursuivre durant les deux jours de la fin de semaine suivante. Elles comptent de plus en plus d'activités différentes (730 en 1997; 922 en 1998), d'organismes participants (500 en 1997; 650 en 1998) et, bien sûr, de visiteurs année après année.

par marie-hélène véronneau

Soyez curieux!

Depuis la première année de l'existence du projet, je me promets de me faire le plaisir d'assister à au moins une des activités culturelles annoncées. Après tout, toutes les raisons sont bonnes pour s'y pointer, la première étant que c'est une façon souvent plus active et intéressante d'apprendre que d'avoir le nez dans ses livres. De plus, comme toutes les activités sont gratuites, c'est le meilleur moment que vous pouvez trouver pour vous initier à une forme d'art qui vous a toujours attiré. Ou, mieux encore, c'est l'occasion rêvée d'en apprendre un peu sur une discipline qui ne vous intéresse pas vraiment, mais que vous devez de connaître avant de pouvoir affirmer en toute connaissance de cause que "ce n'est pas votre tasse de thé". En effet, même si vous risquez de partir avant la fin de l'activité, vous n'aurez pas à vous repentir d'avoir jeté à l'eau vos dollars durement gagnés. D'un autre côté, il est aussi possible que vous vous découvriez une nouvelle passion!

L'objectif des journées

Les journées du patrimoine sont un concept existant en France depuis déjà plusieurs années. Légèrement semblable à celui des journées de la culture, la principale ressemblance entre les deux est qu'ils se déroulent durant une fin de semaine vers la fin du mois de septembre et impliquent la participation d'organismes de toutes les régions de la province ou du pays, selon le cas. Cependant, le but principal des journées du patrimoine est de familiariser davantage le peuple français avec son héritage historique et sa situation sociale actuelle. Par conséquent, les activités offertes portent bien souvent sur des problématiques politiques ou sociales.

De leur côté, les associations culturelles nationales ayant mis sur pieds les journées de la culture au Québec visent à "intégrer davantage la culture dans le quotidien des écoles, des entreprises, des groupes sociaux et dans tous les lieux de vie en société". À mon avis, cet idéal est grand, enthousiasmant et fort encour-

rageant, d'autant plus que les journées de la culture connaissent année après année un succès grandissant.

En effet, j'ai le sentiment que les activités culturelles sont une source de divertissement et un outil de développement personnel dont il serait regrettable de se priver.

Malheureusement, plusieurs gens les conçoivent comme des distractions coûteuses qui se résument souvent à une perte de temps. Leurs préjugés envers les "snobs" qui fréquentent les théâtres ou qui assistent à des spectacles de danse ou encore à des concerts de musique classique ou à des opéras les retiennent de s'y initier. Cependant, je crois qu'au contraire, la culture est beaucoup plus accessible et facile à apprécier que ce

que ces gens peuvent s'imaginer; suffit de se laisser toucher par ces artistes qui ont tant à partager et qui ne demandent qu'un peu d'ouverture de la part du public. Ils ne leur demandent surtout pas de tout aimer, mais d'essayer la nouveauté dans une atmosphère amicale et respectueuse. Enfin, les journées de la culture semblent une occasion rêvée de rapprocher les gens de divers milieux ethniques et socio-économiques.

En primeur

Pour terminer, laissez-moi vous annoncer EN PRIMEUR que notre chère rédactrice de la section "culture" se promet d'envoyer des journalistes sur le terrain la fin de semaine prochaine pour vous faire le compte-rendu de quelques-unes des centaines d'activités variées et intéressantes que des milliers d'artistes, artisans et personnes comme vous et moi préparent pour l'ensemble du peuple québécois. Ainsi, si vous ne voulez pas vous mordre les doigts de ne pas avoir visité au moins l'une des activités offertes lorsque vous lirez leurs

articles, procurez-vous au plus vite un programme ou, mieux encore, visitez le site web des journées de la culture où vous trouverez en un clin d'oeil l'horaire des activités de votre région. ☺



Le Salon
des études

DE L'UNIVERSITÉ
LAVAL



Les 1^{er} et 2 octobre

- Conférences et ateliers sur les études
- Stands des facultés et services de l'Université Laval
- Présence de plus de 35 cégeps et collèges
- Visites du campus et de ses installations
- Activités d'animation

Parce que

j'ai le choix!

Au pavillon Alphonse-Desjardins
de l'Université Laval

Le vendredi 1^{er} octobre :
10 h à 21 h

Le samedi 2 octobre :
10 h à 17 h

RENSEIGNEMENTS :
Bureau d'information
et de promotion
Université Laval

info@vrd.ulaval.ca

Tél.: (418) 656-2764 ou
1-877-7-U-LAVAL
(785-2825)

UNIVERSITÉ
LAVAL

(MUSIQUE)

Louise attaque Montréal: gare à vous!

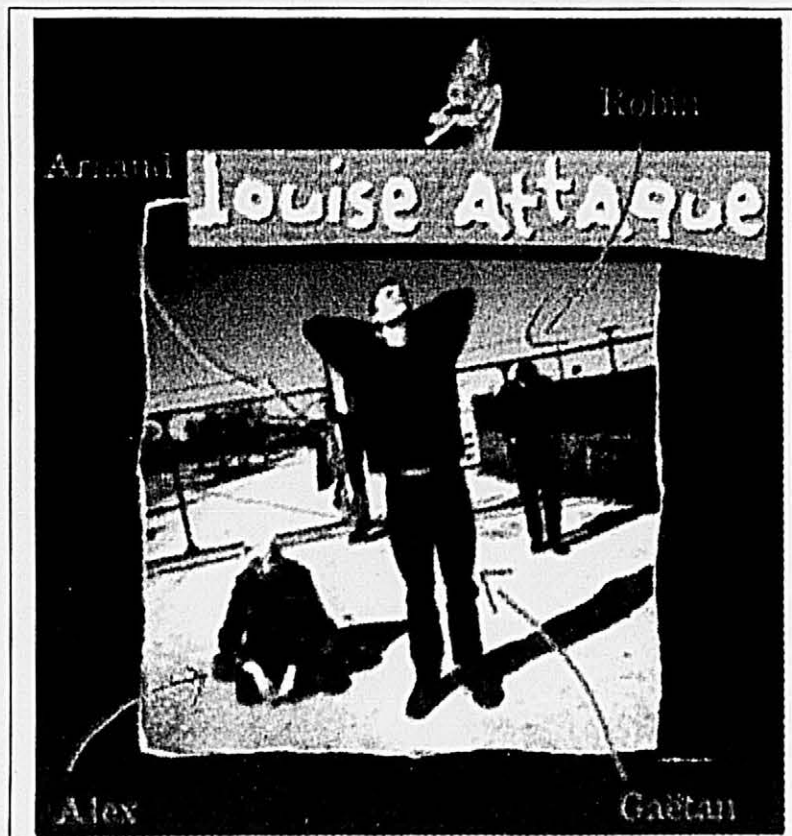
par bahar nofidi

Plus titanesque que Céline Dion au Centre Molson, voilà Louise Attaque en concert au Medley, et pour quatre soirées en plus! Les billets se sont vendus à une telle rapidité qu'il a vite fallu rajouter une, puis deux dates supplémentaires. Sans doute pour consoler les nombreux Français en échange à Montréal qui n'avaient pu se procurer la précieuse clef pour aller acclamer leur groupe favori...

Louise Attaque à Montréal, tout un programme donc, surtout lorsqu'on voit la popularité du groupe auprès des Québécois. Ce concert était des plus prometteurs, surtout que j'avais finalement réussi à dégoter une place pour la première, en pensant qu'ils seraient certainement plus en forme qu'au bout de leurs quatre soirées montréalaises.

Tout s'annonçait plutôt bien : une salle pas trop grande, une place près de la scène et une bonne ambiance dans le public. J'eus même la chance d'entendre en première partie un artiste québécois du nom de « Mon Onc'Serge » : tout à sa joie de remplir le Medley, celui-ci se mit à cracher si fort sur le micro que les premiers rangs se virent forcés de battre en retraite. Après cette entrée musicale fort divertissante, je vis mes nerfs mis à rude épreuve par plus d'une heure de réglages : les techniciens allaient et venaient sur scène dans un « ballet orchestre » que peu de gens, je crois, apprécieraient à sa juste valeur, à en croire l'affluence au bar au même moment! Enfin, sur les coups de dix heures, le groupe entra sur scène. Et là, nous fûmes récompensés de notre patience; le public, déchainé, reprenait toutes les chansons en chœur et l'atmosphère était intense!

Malheureusement, ce qui est intense paraît souvent court; ce fut le cas ce soir-là lorsqu'après une heure et quart, le groupe se retira définitivement de la scène. Au moins avaient-ils auparavant gratifié le public d'un « bonsoir », « merci » et d'une phrase admirable démystifiant leur relatif silence sur scène : « on n'est pas très bavards, mais on n'en pense pas moins! » Effectivement, cette précision s'imposait, puisque le groupe s'était montré peu expressif... heureusement, le public le rattrapait avantageusement et l'ambiance fut des plus chaudes ce soir-là. Je passai donc un bon moment, mais en arrivai à la conclusion qu'il valait mieux éviter dorénavant les premières dates des concerts de Louise Attaque : ces gars-là supportent mal le décalage horaire! ☹



C U L T

(CINÉMA)

VARIATIONS SUR LE MÊME THÈME

LOLA RENNT

Plus de temps, pas l'ombre d'une solution, pas de porte de sortie à l'horizon...Rappelez vous un de ces événements de votre vie où vous vous êtes sentis cernés de toutes parts, avec une décision urgente et impossible à prendre! Le vertige vous chavire et vous tétanise. Pourtant vous avez fini par agir, même mal. Souvent mal, réflexion faite. Qui d'entre nous, alors ne s'est pas retourné ensuite sur une telle situation reconstruite mentalement ce qui aurait pu, ce qui aurait dû se passer. Avec si, l'imagination crée une histoire toute différente où d'improbables détails font basculer le cours des choses.

C'est dans cette magie que nous plonge le film Lola Rennt (Cours, Lola, Cours en version française) du réalisateur allemand Tom Tykwer. Lola, interprétée par Franka Potente, est confrontée brutalement à la nécessité de trouver en vingt minutes les 100 000 Deutsch Marks qui sauveront son copain Manni, un petit gangster sympathique mais pas très futé.

En effet, l'originalité du scénario tient au fait que ce n'est pas une histoire mais trois versions qui nous sont proposées. Toutes partent de la même crise de départ et sont construites sur le même schéma ; lieux identiques, musique récurrente et mêmes personnages rencontrés. Mais chacune diffère des autres par une foule de détails et de petits hasards qui, cumulés, amènent à des conclusions bien différentes allant du scénario catastrophe au véritable happy end. Que certains événements soient improbables -

notamment lorsque Lola, après avoir liquidé la banque de son Papa, bénéficie d'une complicité de la police pour s'enfuir finalement peu d'importance. Car le film en lui-même est improbable : il n'y a n'importe comment pas dans le réel cette formidable possibilité de réécrire ce qui s'est passé. Mais c'est de là que le cinéma particulièrement Lola Rennt, tire sa force un champ infini de possibilités. À chaque personnage que Lola croise heurte dans sa course bénéficie d'une minute d'attention de la part du réalisateur. Celui-ci résume leur avenir jusqu'à leur mort grâce à une série de photos défilant à l'écran comme un album trié par feuilleté et qui sera lui aussi différent chacune des versions.

Que ce soit donc sur la forme comme sur le fond, Lola Rennt explore les possibilités variant les supports (photos, dessin a-

(THÉÂTRE)

Choinière, le

« Tout a commencé le jour où »

par Isabelle Gagné

Toutes les révolutions ont dû commencer ainsi, comme une insomnie. Autodafé est une pièce qui, à l'image de notre histoire nationale, a les pieds dans un passé conquis et les mains dans une boue référendaire. Ses personnages effleurent quatre siècles d'une histoire qu'on ne veut, à leur grand dam, les laisser refaire. Ils patagent chez les Indiens, capturent le Bonhomme Carnaval (allusion à un certain Pierre Laporte) et rédigent une question inintelligible pour un référendum. Tout ça en trois heures. La religion prend sa claque avec la bonne sœur mère de famille qui nous rappelle que : « Jésus [a] dit "On a mis quelqu'un au monde, il faudrait peut-être l'écouter" » ! Il n'y a pas que la religion, de toute façon, qui grince des dents, mais toute une série d'événements qui sont revus par Olivier Choinière, un ancien pas si ancien de l'École nationale de théâtre, épaulé à la mise en scène par André Brassard, qui une fois de plus s'est lancé dans l'aventure avec un ancien élève.

Trop souvent pompeuse, la prose de Choinière trébuche de temps en temps sur un amas de mots pas à leur place. Elle se précipite (après tout, 400 ans en 3 heures...) et semble oublier que les silences font aussi l'histoire. Malgré ces lacunes, le jeune auteur démontre une maîtrise aigüe du langage, et son

humour éveillé fait rire l'assistant. Autodafé, tout abracadabrantesque qu'il est, est moins accablant, car il offre de quoi réfléchir pour remettre en question l'histoire. « condamné au retard éternel », le plus touchant, le seul à être éternel, tiers de la pièce à pâtir de « avoir été » : vous arrive-t-il des fois de pas avoir de tête? » Ce à quoi on lui répond, « Valbert le représentant du fond t'es chanceux, Valbert, mort ». Mais l'accusateur lui-même, fois, revivant chaque fois de nou-

VNT

par perrine vennetier



vidéo...) et les hasards. Le spectateur se retrouve plongé dans un univers à la fois concret et fantastique où sa propre imagination se prend à rêver d'un peu plus de pouvoir parfois. ☉



par fon delluono-powell

Pour des gens qui aiment le hip hop, New York, c'est la Mecque. La fin de semaine dernière, j'ai fait mon pèlerinage dans cette mecque pour voir un des quatre piliers du hip hop : le turntablism. Au-dessus des DJs simples, les turntablists sont des vrais musiciens qui manipulent les table-tournantes pour créer des sons complètement uniques et originaux. Le Championnat mondial du DJ Technics DMC au Hammerstein Ballroom a eu lieu les vendredi et samedi.

Il y a eu deux parties à la compétition: vendredi, les éliminations des DJs en solo et la compétition des équipes, puis samedi, la bataille finale des DJs en solo. Après six heures de route, je suis arrivé trop tard pour voir l'événement de vendredi. Mais le groupe dirigé par A-Trak, les Allies, s'est placé deuxième.

Des cinq continents et onze pays, les turntablists sont venus pour démontrer leur habileté avec le scratch, le beat-juggle, et la formation des beats. Le Canada a été représenté par un homme de Vancouver qui s'appelle Wax. DJ Wax s'est placé assez bien pour pouvoir participer à la compétition de samedi.

L'événement a commencé avec un DJ qui jouait de la musique au volume doux. Ensuite, il y a eu un cercle du B-Boying au sol, qui a inclus le popper new yorkais Fable. Les B-Boys et B-Girls de New York semblent toujours se pré-

senter avec beaucoup de style, ce qui manque à Montréal. Plus tard dans la nuit, il y a eu un des danseurs uprock sur l'estrade. Après, New York a eu la chance de voir des mc de France avec le Saian Supa Crew qui, malgré la division linguistique, a réussi à exciter la foule. Leurs beat-box humains ont été incroyables, mais pas aussi incroyables que le prochain acte : un beat-box humain du Royaume-Uni et le groupe les Scratch Perverts qui a fait un beat-box complètement fantastique. Heureusement, la foule a apprécié son talent. (Anglophones, notez bien: c'est l'heure de respecter le hip-hop britannique. Les Britanniques keep it real plus que d'autres anglophones dans le monde ; alors ne les insultez pas seulement à cause de leur accent. On doit se souvenir que le hip hop, c'est mondial.)

Finalement, la vraie compétition a

démarré. Je sais qu'il semble rebattu, mais tous les DJs ont été bons. Quand le dernier concurrent (le champion de l'année passée) l'Américain Craze, a fait son set, la foule était sauvage. Selon moi, le meilleur a été le Britannique Tony Vegas. Néanmoins, c'était la première fois que le championnat avait lieu dans la ville natale du hip hop alors les Américains étaient impatients de voir leur champion montrer ce dont il est capable encore. Après Craze, le groupe célèbre de turntablists, les X-Ecutioners, a apaisé la foule agitée. Finalement le président du DMC Tony Prince a présenté les artistes invités. Pendant que les représentants des sociétés déclaraient les gagnants, la foule a chanté @Craze, Craze, Craze...— Pas étonnant qu'il ait gagné! Le deuxième fut Tony Vegas et le troisième, P-Trix, aussi des États-Unis.

Alors, la partie religieuse de mon pèlerinage s'est terminée. En marchant dans les rues de New York, j'ai pensé à la situation du hip hop à New York. Il est vrai que le hip hop vit encore et toujours. Avec espoir, il continuera de vivre aussi à Montréal. ☉

Les éliminations du ITF Canada sont en octobre. Soyez-y!

(LITTÉRATURE)

Appuyez sur la détente ...!

par sophie choquet-girard

révisionniste

« On voulait pas dormir. »

ance tout au long de cette Christian Brisson-Dargis est dans son rôle de simple d'esprit petit pain, mais se retrouve dans de l'histoire. Les enthousiastes, bûcheron bossu métamorphose automatiste, et Épitaphie glais repentie (oh! méchants) en une nuit un manifeste à changer le monde, mais pas tard déjouées par Noémie mante en Terreneuve. Quant qu'il soit, n'en est pas des mots justes et tout simples des idéaux d'une histoire ». Valalbert en est le témoin veillé peut-être, et il passe le « ye » et autres soupirs : « Ça voir envie de vous arracher la à Valalbert le lâche, le peu-du petit peuple : « Dans le c'est comme si t'étais déjà même est mort deux ou trois nouvelles ambitions. À l'entrac-

te, le malaise est profond quand Téfal, l'artiste maudit, ramasse les liasses d'argent qui volent sur la scène. « Comment se sent le poète populaire dans la peau d'un riche ? » se moque la nonne.

Le texte est donc si chargé de retours en arrière, de clins d'œil et d'allusions, que l'œil n'aurait pu supporter une mise en scène trop lourde. André Brassard laisse ses personnages un peu en retrait derrière les mots, et c'est tant mieux. La scène est dégagée, avec trois gros échafauds comme seul bagage. Le Théâtre du Grand Jour, qui veut donner aux jeunes artistes talentueux la place qui leur revient, marque donc un point avec cette pièce inauguratrice. Ce n'est pas tous les jours qu'on remet les points sur les « i », et on en redemande des mots chocs comme ceux-là, qui grincent au mal de fin de siècle :

« Le voilà notre grand projet collectif. Au lieu de nous séparer tous ensemble, séparons-nous chacun de notre côté. » ☉

Autodafé, au Théâtre La Chapelle, jusqu'au 9 octobre

843-7738

Pris dans le tourbillon de la rentrée? Besoin d'évasion, de rires? Voici une suggestion (aussi à retenir pour une période d'examens ou toute autre période de grand stress): installez-vous confortablement et plongez dans l'univers de Benjamin Malaussène, « l'innocence même (l'innocence m'aime) »!

Daniel Pennac est l'auteur de plusieurs romans dont *La fée carabine*, un policier des plus originaux que vous voudrez savourer jusqu'à la dernière phrase. Délectable, ce roman se déguste en plusieurs courts chapitres chacun plus rempli que le précédent de cette rafraîchissante bouffée d'humanité qui vous désarmera et vous charmera complètement, fûtes-vous un membre des Rock Angels (!). L'auteur y met à nu ses personnages par un jeu de narration hors du commun (points de vue multiples). De plus, l'épaisseur psychologique de chacun est remarquablement bien dosée et introduite avec une telle fluidité, une telle ponctualité (versus le chevauchement des événements) que le lecteur se sent vivre avec eux les joies, les tourments, les actions, les réactions: il a l'impression de les connaître depuis toujours à force de s'immiscer dans leur intimité.

Bouc émissaire de son métier, Malaussène, l'être humain le plus innocent (voire candide) qu'il vous aura été donné de « rencontrer », devient le parfait criminel et le coupable de délits multiples pour les policiers du onzième arrondissement de la capitale française. Mais qu'en est-il de la vérité? Je vous laisse le plaisir de la découvrir vous-mêmes en vous abandonnant à la plume de Pennac. Surtout, ne vous laissez pas dérouter par les premières pages pour le moins...nébuleuses (je dirais même pittoresques), ou par le jocal français qui, après quelques pages de dialogues, confère son atmosphère au livre et suscite l'ultime détente de votre rate (certaines expressions y sont tout simplement délicieuses)! Bonne lecture et surtout, n'oubliez pas d'appuyer sur la détente...! ☉

ENQUÊTE SUR LES RECUEILS DE NOTES

Vos recueils de textes vous coûtent-ils trop cher?

par sylvain larocque

Quand j'étais étudiant, je trouvais aussi que les recueils de texte coûtaient cher, dit Craig Park, de Eastman Systems. Après tout, ce ne sont que des photocopies.»

Voilà qui reflète bien l'opinion qu'ont plusieurs étudiants à propos du prix des recueils de notes en vente à la librairie McGill. Comment un recueil de 314 pages peut-il coûter 37,80\$? Et pourquoi les recueils semblent-ils moins chers dans d'autres universités? Serait-ce encore ce que les cyniques pourraient appeler la «prime McGill», qui rend tout plus cher ici?

Craig Park, qui dirige maintenant Eastman Systems, l'entreprise mandatée par l'Université pour fabriquer ces recueils, a maintenant la réponse: le prix est basé sur un tarif fixe de 8 à 9 ¢ par page, peu importe les documents que contient le recueil.

S'il exclut la marge de profit que se réserve la librairie, ce tarif comprend les coûts d'impression, de conception et les droits d'auteurs que l'Université doit verser à Copibec, l'organisme responsable de percevoir ces droits au Québec.

Le montant que reçoit Copibec de la part des universités québécoises a été établi en vertu d'une entente intervenue entre la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ). Il est calculé à partir d'une équivalence du nombre d'étudiants à temps plein (le nombre total de crédits pris dans un établissement divisés par 30, soit le nombre de crédits pris par un étudiant à temps complet).

En 1999-2000, Copibec demande 5,58\$ par «étudiant à temps plein» (selon l'équivalence déjà mentionnée). Fait intéressant, le ministère de l'Éducation finance cette année 0,98\$ de ce montant, pour un total global de 147 000\$ à l'échelle du Québec. Quant au 4,60\$ restant, libre à chaque université de le réclamer comme elle le veut. La plupart des institutions incluent cette charge dans le coût des recueils, selon des modalités qui peuvent varier.

Par exemple, le directeur de Coop-UQAM, Daniel Turcotte, affirme, l'air embarrassé, que les droits d'auteurs représentent «à peu près 20 p. cent du prix d'un recueil». Or à McGill, M. Park prétend que jusqu'à 7,5 ¢ du prix fixe de 9 ¢ peuvent aller aux droits d'auteurs, particulièrement dans le cas d'éditeurs plus gourmands comme Harvard Business et les éditeurs américains en général.

De plus, si les limites de reproduction autorisées par l'entente intervenue entre la CREPUQ et Copibec (voir tableau ci-contre) sont dépassées, les universités sont tenues de payer un supplément à Copibec.

Selon Craig Park, environ 90 p. cent des recueils produits par Eastman Systems pour McGill comportent des suppléments. Ce qui peut faire monter considérablement le montant des droits d'auteurs pour certains recueils, particulièrement à la Faculté de Management, où les droits d'auteurs sont exorbitants. Mais le tarif fixe de 8 à 9 ¢ par page s'applique toujours, au grand avantage des étudiants de cette faculté.

Par contre, le tarif fixe pour les recueils de la Faculté de droit est de seulement 5,5 ¢, parce qu'ils ne comportent presque jamais de suppléments, selon Monsieur Park.

C'est dans ces suppléments, complexes à calculer parce qu'ils varient d'une source à l'autre, que résideraient les différences de prix entre les universités. Monsieur Park n'hésite d'ailleurs pas à le dire: «certaines universités, comme l'Université de Montréal et l'UQAM, ne paient pas toutes

les redevances qu'elles devraient. Le rapport des sources que nous avons utilisé fait près de 200 pages, alors que celui de l'U. de M., par exemple, est beaucoup moins gros, peut-être 50 pages.»

Pourtant, tant chez Copibec qu'à l'U. de M., on prétend que tout est en règle. «Nos relations avec l'U. de M. et la vaste majorité des universités québécoises sont excellentes, dit Rose-Marie Lafrance, directrice du service des droits chez Copibec. Certaines universités, comme l'UQAC, ont peut-être mis du temps à s'adapter aux nouvelles modalités de l'entente en [vigueur depuis 1997], mais aujourd'hui tout est correct.» Le responsable du service de polycopie de l'U. de M., Réjean Duval, dit même «n'avoir jamais entendu parler d'un quelconque problème avec Copibec».

Il est donc fort difficile de voir clair dans toute cette histoire de droits d'auteurs qui influencent le coût des recueils obligatoires dans plusieurs cours. Et surprise, certains d'entre vous avez peut-être remarqué sur votre relevé de compte qu'on vous a facturé un «copyright fee» d'environ 5\$. Selon le bureau des Comptes étudiants, ce montant serait perçu par l'Université pour

les frais de photocopies encourus pour certains cours.

En sommes-nous rendus à payer des droits d'auteurs sur des «handouts»? Quoi qu'il en soit, voilà une nouvelle façon qu'a trouvée notre vaillante administration pour nous soutirer encore quelques dollars... ☉

Le personnel des universités québécoises est autorisé à reproduire le moindre de 10% ou 25 pages d'un livre. Il leur est également permis de reproduire:

- la totalité d'un article de journal ou de périodique
- la totalité d'un chapitre n'excédant pas 20% d'un livre.

Erratum

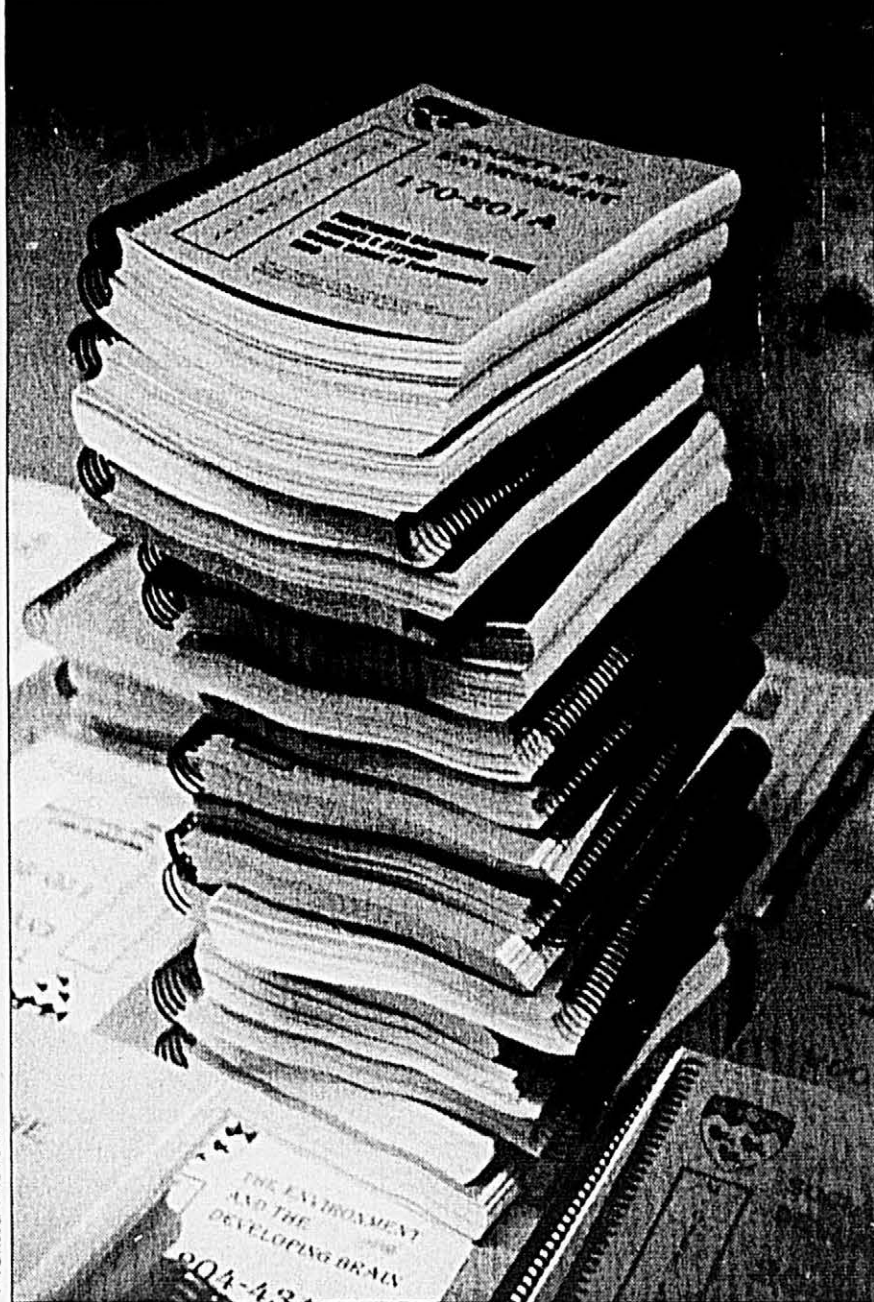
Le Délit tient à s'excuser pour les erreurs qui ont taché ses pages la semaine dernière! Comme c'était la première édition de l'année, nous avons été pressés par le temps et avons laissé passer plusieurs erreurs.

Comme nous l'a indiqué Loraine Leblanc, coordonnatrice du GRIP, les dates pour le remboursement des frais payés au GRIP se limitent aux jours ouvrables d'octobre et de février (page 11).

Le vice-président aux affaires universitaires est bien Xavier Van Chau et non Kevin Van Chau (page 9).

Dû à une erreur dans un document fourni par l'AEUM, nous avons indiqué qu'il était possible d'être remboursé pour les frais payés à la Société de Publication du Daily, ce qui est inexact (page 11). ☉

Un petit jeu pour vous: combien payerez-vous en droits d'auteur à l'achat de l'un de ces recueils?



Mélissa Martin

des rédacteurs en chef

les droits de scolarité différentiels

Une nécessité !

par julien laplante

O n nous apprenait récemment que les étudiants canadiens de l'extérieur du Québec devraient payer encore plus cher cette année pour avoir l'opportunité d'étudier au Québec. De façon à pouvoir étudier dans la province où, selon Statistiques Canada, les frais de scolarité sont les moins chers au Canada, ceux-ci devront cette année déboursier 3 438,30\$, soit 10% de plus que l'année dernière, augmentation déjà précédée d'une hausse de 8,5%. Ce qui, bien évidemment, ne fait pas l'affaire d'une grande partie de la population étudiante de McGill qui vient justement de l'extérieur du Québec. Qui aime payer plus que ses amis alors que le même service leur est fourni? L'étudiant provenant du Québec n'aura, en réalité, que 1 668,30\$ à payer pour avoir le privilège d'étudier à l'Université McGill. C'est une différence substantielle de 106%.

L'AEUM, qui se fait ici porte-parole des étudiants provenant de l'extérieur du Québec, affirme qu'il est injuste qu'un étudiant doive payer plus cher qu'un de ses concitoyens pour recevoir l'enseignement universitaire. Cependant, après avoir observé seulement quelques petits faits de base, on se rend vite compte que leur diagnostic ne résiste pas à l'analyse.

En effet, non seulement le Québec exige les frais de scolarité les plus bas dans tout le Canada, mais comme on n'a rien pour rien dans la vie, c'est aussi au Québec que l'on paie les impôts les plus élevés. Comme quoi des impôts plus élevés génèrent plus de services gouvernementaux, si l'on considère l'enseignement universitaire comme un « service ».

Serait-il alors plus juste que des étudiants (ou leur famille puisqu'on parle ici de personnes dans la vingtaine) qui n'ont jamais ou presque jamais payé d'impôt dans cette province, aient accès aux mêmes services sans payer de supplément? Si ces étudiants payaient les mêmes frais de scolarité que leurs confrères québécois, cela serait un peu comme si deux consommateurs achetaient le même « produit » (éducation universitaire), mais que l'un d'eux payait moins cher, sans autre bonne raison que le simple fait d'être Canadien. Et est-ce que le simple fait d'être

"Canadien" est une bonne justification pour payer moins cher qu'un Québécois qui a payé taxes et impôts pour

avoir accès à cette éducation?

Bien évidemment, ce sont les étudiants « hors-Québec » qui, en payant 106% de plus que leurs confrères québécois, semblent financer une partie de leur éducation. Mais ceci n'est qu'une illusion, puisque dans les faits, c'est l'absence de frais de scolarité différentiels qui mettrait en péril les plus bas frais de scolarité au Canada en permettant à ces étudiants, qui forment 20% de la population étudiante de l'Université McGill, d'étudier sans payer pour la valeur réelle de ce qu'ils obtiendraient. Le fardeau supplémentaire sur un budget qui se rapetisse comme peau de chagrin serait tel que les frais de scolarité pour l'ensemble des étudiants devraient augmenter. ☺

Differential tuition fees suck !

par jason chow

traduction de françois pradella

Même si les efforts du gouvernement provincial, qui ont pour but de geler les frais de scolarité, sont méritoires, les mesures qu'il a entreprises ne sont pas acceptables. Les frais de scolarité différentiels ne sont qu'un geste politique rusé du PQ et en même temps une négation des droits des étudiants qui proviennent de l'extérieur de la province.

Les frais de scolarité différentiels sont discriminatoires. Votre province d'origine détermine le montant des frais de scolarité que vous paierez. Les nouveaux frais de scolarité créent un précédent: désormais, la citoyenneté ne dépend plus que des frontières nationales, mais également des frontières provinciales. La différence dans les frais de scolarité crée une autre frontière inutile. Les étudiants nés en Saskatchewan et ceux nés au Québec sont citoyens du même pays. Pourquoi créer une situation qui n'a jamais prévalu auparavant ? Pour empêcher les étudiants des autres provinces de venir étudier au Québec ? Pour décourager la formation d'une masse étudiante vivante et diversifiée provenant de toutes les provinces ?

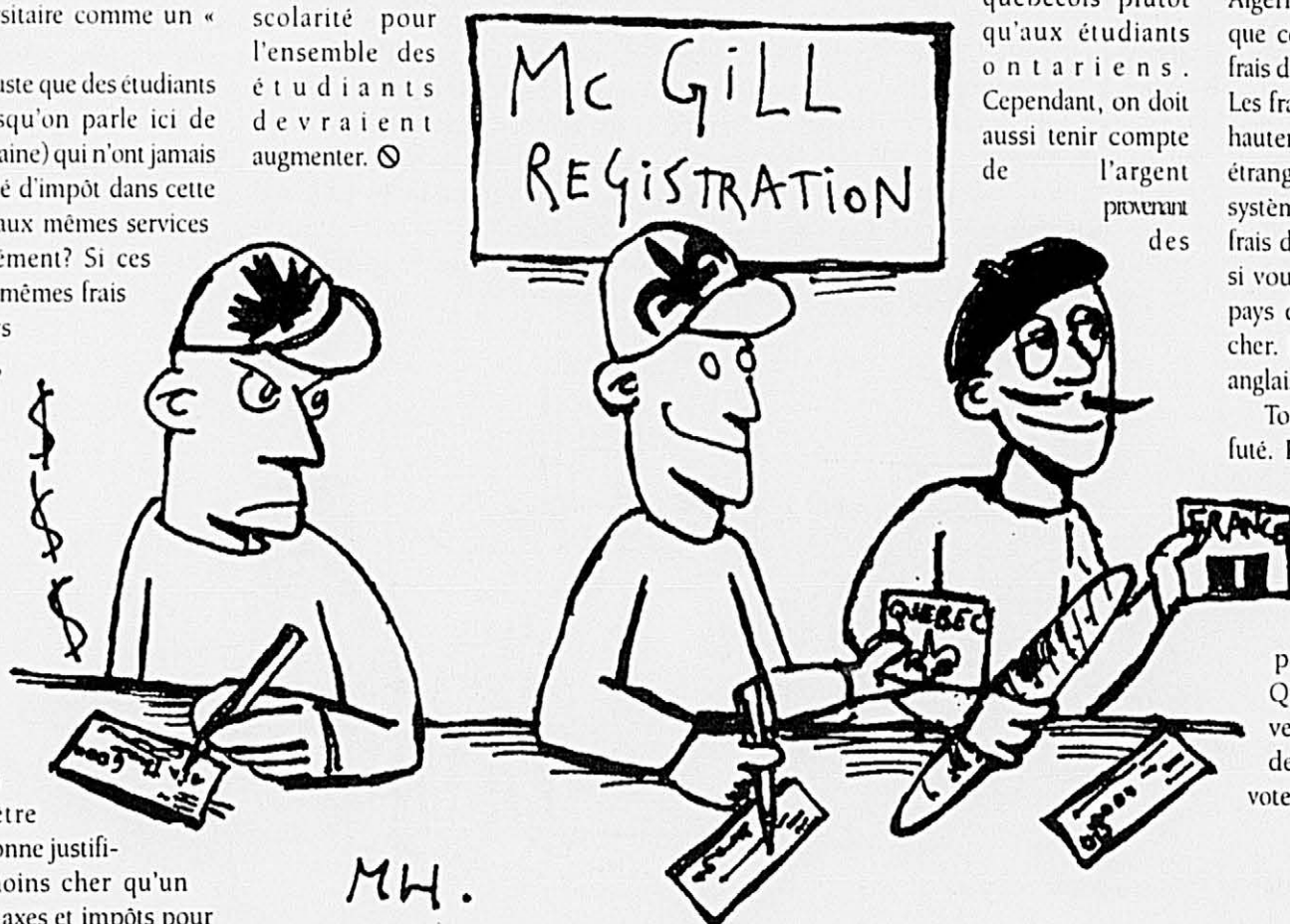
Certains ont argumenté que les frais de scolarité différentiels sont une façon de s'assurer que l'argent provenant des taxes québécoises soit redistribué aux étudiants

québécois plutôt qu'aux étudiants ontariens. Cependant, on doit aussi tenir compte de l'argent provenant des

transferts fédéraux aux provinces. Québec recevra 4,64 milliards \$ en paiements d'« égalisation » du gouvernement fédéral pour l'année fiscale 1999-2000. Ces paiements d'« égalisation » sont des transferts des provinces les plus riches aux provinces un peu plus pauvres. Le système d'éducation québécois n'est donc pas seulement subventionné par l'argent des taxes québécoises, mais aussi par l'argent venant du Canada en entier.

Les frais différentiels au Québec atteignent maintenant le niveau de la moyenne canadienne. Bien sûr, plusieurs McGilllois venant d'autres provinces paieraient ce montant, sinon plus, s'ils étudiaient dans leur propre province. Cependant, le problème réside dans la sélection de ceux qui paieront plus. Les frais de scolarité différentiels ne s'appliquent qu'aux Canadiens. Les étudiants venant des pays membres de la Francophonie (France, Algérie, Vietnam, Togo, pour ne nommer que ceux-là) sont éligibles pour payer les frais de scolarité les moins élevés au Québec. Les frais de scolarité différentiels sont donc hautement sélectifs. Pourquoi est-ce qu'un étranger, qui n'a jamais fourni un sou au système social canadien, peut profiter des frais de scolarité les plus bas ? Finalement, si vous parlez français, peu importe votre pays d'origine, vous pourrez payer moins cher. Sauf que si vous venez du Canada anglais, tant pis, payez

Tout ceci ressemble à un geste politique fûté. Pour cacher les coûts de l'éducation supérieure au cours d'une période d'austérité fiscale, sans s'aliéner la jeunesse québécoise, le PQ contraint les étudiants venant des autres provinces à ouvrir leur portefeuille. Si vous êtes un étudiant du Québec, vous avez la belle vie. Le PQ veut votre vote. Il vous a donné des frais de scolarité peu élevés, pourquoi ne pas voter Bouchard encore une fois? ☹



Peur d'avoir peur

par Isabelle Gagné

La liste qu'on me remet est imposante : 193 phobies, en ordre alphabétique, avec deux ou trois mots pour les décrire. Mais elle n'est pas exhaustive. La preuve : elle est mise à jour dès que quelqu'un se fait la preuve vivante qu'une « nouvelle » phobie est « déclarée ».

On connaît les agoraphobes. Les arachnophobes. Mais je ne connais pas de chaetophobes (peur des cheveux), ni d'auroraphobes (peur des aurores boréales) et encore moins de lévophobes (peur de ce qui est à gauche). Et, avant de faire un pas dans leur monde, je trouvais ça drôle, quelqu'un qui a peur des barbes ou des ombres. Un regard à cette liste, pourtant, et on ne doute plus que la liste des phobies recensées est destinée à être remise à jour perpétuellement. Tiens, il semble qu'on n'a pas de mot pour la peur de l'an 2000. En tout cas, pas encore. Je devine les mots qui servent de synonymes : illuminés, sectaires, peut-être, plus poliment, technophobes (il est de moi, celui-là). Le monde des phobiques est un monde refermé sur lui-même, car si on sourit d'indulgence à notre voisine qui a peur des serpents (on a bien peur du tonnerre soi-même), on n'accepte pas aussi facilement que le patron ait peur de la couleur blanche, et on s'imaginerait mal vivre avec quelqu'un qui a peur d'être vu.

Quand j'ai connu Sylvie Ouellette, aujourd'hui intervenante et conférencière chez G.E.M.E. (Groupe d'entraide pour un mieux-être), elle n'en menait pas large. Elle ne prenait pas le métro ni l'ascenseur, et évitait certains endroits trop achalandés. Mais alors que ses handicaps me sautaient aux yeux, elle rappelait que ce n'était rien comparé aux années qu'elle a passées, enfermée chez elle, à ne voir le soleil que par la fenêtre. Car la liste de symptômes qui accompagnent une manifestation phobique dépasse de loin le champ spécifique de l'objet de peur. Dans de nombreux cas, les troubles paniques menacent. Et de la nausée ou la bouche sèche aux troubles respiratoires et aux palpitations cardiaques, il n'y a qu'un mur : celui du temps qui passe. Les sentiments d'irréalité et la dépersonnalisation suivent, non loin derrière. Mais comme le sujet est tabou, le phobique passe sa peur comme il le peut, c'est à dire la plupart du temps en la niant. Ces phobiques qui ne s'affirment pas, « qui ne connaissent pas leur peur », les vivent autrement, par une consommation abusive d'alcool ou de

drogue, par exemple. « Dans mon cas, c'était la cigarette », raconte Sylvie.

Dans la région montréalaise, deux groupes de soutien tentent de briser le cercle vicieux. Phobies-Zéro est le plus achalandé et le plus ancien, mais G.E.M.E., arrivé dans le décor à l'été 96, semble prouver que la clientèle ne manque pas. Chacun à leur façon, mais utilisant à peu près les mêmes méthodes, ils tentent d'offrir le support et les outils nécessaires à reprendre le contrôle de sa vie.

L'un des outils les plus utilisés est la technique d'autosuggestion, mise au point par Émile Coué, ce pharmacien et psychothérapeute qui a découvert l'effet placebo. L'homme avait l'habitude de dire à ses patients que « ça va faire beaucoup de bien ». Et, en effet, ces six mots accroissaient l'effet du médicament. La théorie pouvait facilement être adaptée dans le cas des phobiques.

Il est difficile d'évaluer le nombre de personnes souffrant de phobie, puisque les cas ne sont pas systématiquement répertoriés, et qu'une bonne proportion des phobiques souffre en silence. André Marchand et Andrée Letarte, dans *La Peur d'avoir peur*, estiment à 1,3 million le nombre de Canadiens qui souffrent de phobies. C'est assez pour faire réagir un système de santé, assez pour chatouiller l'économiste. En effet, les personnes vivant des troubles de panique fréquentent 30 fois plus les urgences que le reste de la population. Si Marchand et Letarte estiment que 2% de la population souffre du TPA (trouble panique avec agoraphobie) Phobies-Zéro avance un 5%.

Les phobies les plus fréquentes sont le TPA et la phobie sociale, suivies des peurs des animaux ou insectes, et des peurs de situations spécifiques, comme la peur du vide ou des ascenseurs. On sait que les femmes sont plus susceptibles d'être atteintes que les hommes, et que les adultes dans la trentaine ou le début de la quarantaine sont les plus fréquemment atteints. Mais pas de discrimination chez les victimes, les phobies n'épargnant aucun groupe de la société. Une seule constante : ceux qui s'en sortent sont ceux qui entreprennent une démarche. 80% passeront le cap de leur peur, selon Sylvie. Or, il n'est pas facile de s'en sortir. 30 à 40% des gens souffrant du TPA ne peuvent être actifs sur le marché du travail, et 30% vivent dans l'isolement total. 27% sont financièrement dépendants, et plus de 35% considèrent que leur santé mentale physique et émotionnelle est de mauvaise à passable. Pourtant, les ressources sont là. Et elles fonctionnent. Va-t-il falloir mettre des \$ au bout des statistiques pour qu'on réagisse ?

G.E.M.E. (514) 877-5000, puis, après le signal sonore (450) 653-9535. ☉

L'argent ne fait pas le bonheur ...et la santé alors?

par Sophie Choquet-Girard

Dans *La République de Platon*, Socrate demande à l'un de ses interlocuteurs, Cephalus (un vieil Athénien bien nanti), quel est le plus grand bénéfice qu'il ait retiré de ses richesses, à quoi l'intéressé répond qu'il faut agir de manière morale (c'est-à-dire ne pas mentir et toujours rendre ce qui a été emprunté).

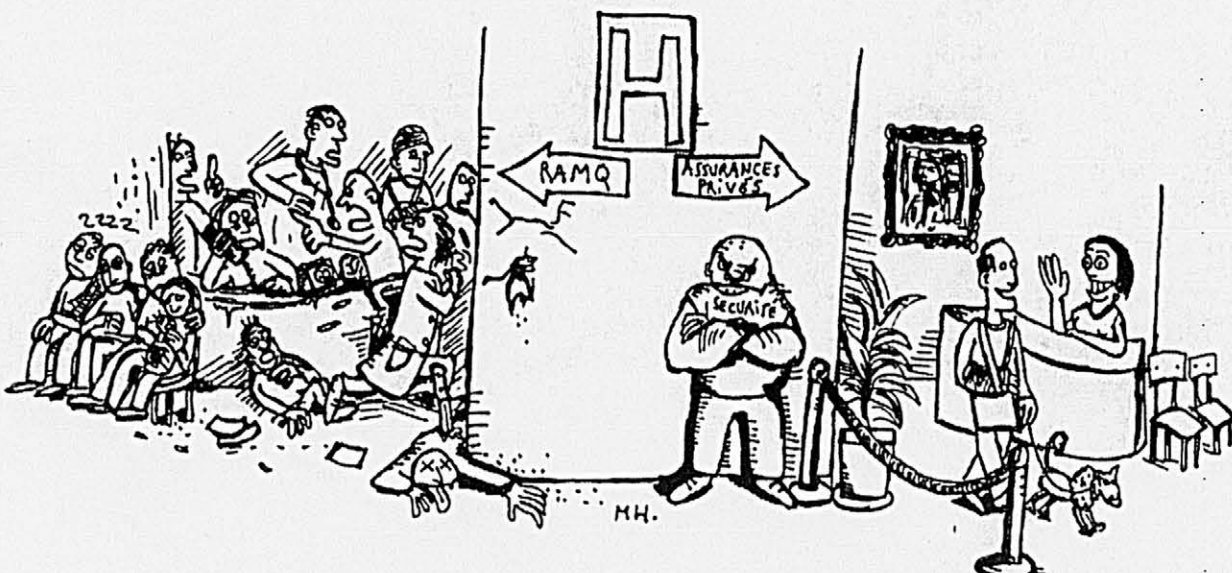
Ce personnage aurait sans doute une autre réponse pour Socrate, eut-il vécu en 1999. En effet, on assiste en cette fin de siècle à un élargissement du fossé qui sépare déjà considérablement les riches des pauvres (l'État-providence n'étant plus ce qu'il était et les deniers publics étant de plus en plus disputés dans toutes les sphères sociales). Il apparaît de plus en plus éclatant que le système de santé québécois est divisé en deux : un pour les riches, c'est-à-dire ceux qui ont les moyens de contracter des assurances complémentaires et supplémentaires aux soins prescrits par la RAMQ (Régie de l'assurance-maladie du Québec), et l'autre pour les pauvres dépendants du système public (dont les familles monoparentales, les assistés sociaux, les faibles salariés – soient ceux vivant du salaire minimum et d'avantages sociaux quasi inexistantes). Il y aurait donc deux vitesses à notre système de santé (quoique certains clameront qu'il est « au neutre »!).

Par exemple, il est désormais possible de passer plusieurs tests (résonance magnétique, scanner, myélographie, etc.) en obtenant un rendez-vous dans une clinique privée dans la semaine suivant l'ordonnance du médecin traitant (moyennant une rétribution plus que généreuse, généralement remboursée à 80% ou plus par les compagnies d'assurance), alors que les listes d'attente pour ces tests effectués à l'hôpital s'échelonnent sur six mois, voire même un an. Bien sûr, les ratés du système se répercutent aussi sur les interventions mineures, et le temps d'attente est parfois bien plus long. Dans le cas de la chirurgie, un simple rendez-vous avec le spécialiste

peut être différé d'un an, sans compter que le patient n'a pas encore attendu pour passer sous le bistouri de l'éminent (et de plus en plus rarissime, compte tenu des alléchantes opportunités chez notre riche voisin du Sud) chirurgien !

Le problème du système de santé à deux vitesses s'est grandement accru récemment puisqu'il se concrétise ! En effet, il est maintenant possible d'obtenir une opération des cataractes en quelques semaines avec un spécialiste « ne participant pas au régime public », pour la modique somme de 2000 à 2400\$ par œil, comme le reconnaît d'ailleurs l'Association des médecins ophtalmologistes. La correction de la myopie au laser est un autre exemple de ce phénomène émergent, quoique certains patients peuvent bénéficier de l'aide financière de la RAMQ si le degré de myopie est très élevé et que la correction pourrait grandement accroître leur qualité de vie.

Il y a donc lieu de se poser des questions quant à la nécessité de verser tant d'impôts, alors que des soins de santé rapides deviendront de plus en plus accessibles uniquement à la gent riche de notre province, et que les moins nantis souffriront et du départ massif des spécialistes vers la pratique privée et de la lenteur accrue d'un système qu'ils maudiront. D'ailleurs, un problème d'éthique sociale se pose ici : si la tendance se maintient, les impôts des « riches » seront utilisés pour un système de santé public voué à prendre soin des « pauvres », alors que les riches débourseront une seconde fois pour leurs soins en contribuant à une police d'assurances plus développée en matière de santé ou simplement en profitant des services de la médecine privée (très coûteuse). Il y a donc lieu de se demander, considérant que le phénomène de la santé à deux vitesses se multiplie, si cette classe de gens privilégiés (souvent bien à l'abri des basses réalités de la vie dans leur tour d'ivoire) n'en viendra pas à exiger l'extinction définitive de l'État-providence et l'établissement d'un régime plus apparenté à celui en vigueur aux États-Unis. Il semble donc impératif que le débat soit bientôt lancé et discuté publiquement puisque le bien-être d'une grande partie de la collectivité est en cause (de surcroît, des électeurs potentiels!) et qu'il s'agit d'une question sur laquelle toute la communauté devra éventuellement se pencher. ☉



LACHAPELLE, Judith, « Les ophtalmologistes expérimentent déjà un système à deux vitesses », *Le Devoir*, les samedi 11 et dimanche 12 septembre 1999, p.A3.

(S O C I É T É)

Emploi- Québec : à qui la faute ?

par François Pradella

Le gouvernement Bouchard n'a vraiment pas la vie facile ces temps-ci. Alors qu'il se prépare pour son combat ultime avec les trois grandes centrales syndicales (FTQ, CEQ et CSN), les démêlés d'Emploi-Québec et de sa ministre responsable, Madame Diane Lemieux, n'aident sûrement pas sa cause. Mais que s'est-il passé exactement ?

Depuis des années, le gouvernement québécois négocie avec Ottawa pour qu'il puisse obtenir l'entière responsabilité dans le dossier d'Emploi-Québec. L'année passée, voilà qu'Ottawa décide enfin de lui céder tous ses pouvoirs. Cette victoire, pourtant éclatante pour un gouvernement souverainiste, n'a pas été médiatisée, sauf par quelques petits articles dans les journaux québécois. Pourquoi ? Attendons la suite.

Alors sous la tutelle de la ministre Louise Harel, la transition du fédéral au provincial s'opère rapidement. Et c'est à ce moment-là qu'il y a un bogue: Le nombre d'usagers d'Emploi-Québec, comparé avec le nombre que le fédéral servait au Québec, chute non pas dramatiquement, mais quelque peu. Réaction des médias et de l'opposition : n'en faisons pas un plat, ce n'est que la première année. Suit une campagne électorale où l'opposition préfère marteler le gouvernement Bouchard sur des dossiers comme la santé et l'éducation. De petits dossiers comme Emploi-Québec n'attirent pas l'attention comme le font la santé et l'éducation. Le PQ gagne les élections et Madame Diane Lemieux, une recrue que Monsieur Bouchard était particulièrement fier de dénicher, obtient le ministère responsable d'Emploi-Québec. Pourquoi changer de personne alors qu'on était en pleine transition ? Patience.

Arrive l'été 1999, les chômeurs qui s'étaient vu promettre une place sur les bancs d'école sont renvoyés à la maison sous prétexte d'un manque de fonds. L'opposition, tel un monstre affamé, crie à l'injustice. Les médias embarquent et dénoncent avec véhémence l'irresponsabilité de la ministre Lemieux. Et pour le reste de l'histoire, c'est toujours la même chose en politique. Le PQ envoie un bouc émissaire au front, Madame Lemieux, qui dit étudier la question. L'opposition et les médias

continuent de s'acharner sur son sort. Elle revient avec 40 millions de dollars, mais c'est déjà trop tard. Et maintenant, plus rien. La tempête est passée, mais il reste des bobos à guérir.

M. Bouchard a sûrement lu les théories de Machiavel avant la saga d'Emploi-Québec, car les deux auraient fait la même chose dans cette situation. La ministre Harel, se voyant à la tête d'un organisme ne cessant de s'embourber dans les dédales bureaucratiques, demande à Monsieur Bouchard d'être mutée après les prochaines élections. Mais qui donc pourrait la remplacer ? Pas un vieil ami, qui risquerait d'y jouer sa carrière, mais une jeune recrue du nom de Diane Lemieux. C'est elle qui a dû affronter les médias, l'opposition et le peuple québécois, mais pas la ministre Harel. D'où le terme de bouc émissaire. La ministre Lemieux n'est qu'une pauvre recrue qui a hérité du ministère de la patate chaude. Cherchons les vrais coupables et nous trouverons deux noms : Louise Harel et Lucien Bouchard.

De là à dire, comme l'a fait M. Charest, «qu'Emploi-Québec est la preuve que le PQ ne serait pas capable de gérer tout seul un pays au lendemain du Oui», est une grossière exagération. Il faut quand même noter qu'Emploi-Québec a atteint ses objectifs de 1998-99 en fournissant des services à 55 994 personnes. Donc, près de 56 000 personnes réintégreront le marché du travail. Le problème, c'est qu'on avait promis la même chose à beaucoup plus de gens qu'il a été possible d'aider en réalité.

Bref, Emploi-Québec est le parfait exemple d'une combine politique où c'est encore et toujours le contribuable québécois qui écope. En ce qui concerne le futur pour Emploi-Québec, ne vous en faites pas, la politique va s'en charger.

annonces classées

Les annonces peuvent être placées par l'intermédiaire du bureau d'affaires du daily, local B-07 du Centre universitaire, avant 14h00, deux jours avant la publication. Les bureaux sont ouverts de 9h00 à 17h00 du lundi au vendredi. Etudiant-es et employé-es de McGill (avec carte): \$4.75 par jour, \$4.25 par jour pour 3 jours consécutifs et plus. Grand Public: \$6.00 par jour, \$5.00 par jour pour 3 jours consécutifs et plus. Des frais supplémentaires peuvent survenir. Les prix n'incluent pas les taxes de vente (TPS et TVQ). Pour de plus amples informations, venez en personne à notre bureau ou appelez au 398-6790. VOUS NE POUVEZ PAS PLACER VOTRE ANNONCE PAR TÉLÉPHONE. VEUILLEZ VÉRIFIER VOTRE ANNONCE LORSQU'ELLE PARAÎTRA DANS LE JOURNAL. Le Daily ne se tient pas responsable des erreurs ou des conséquences que pourraient entraîner ces erreurs. À votre demande, nous réimprimerons votre annonce si cette dernière était incorrecte par notre faute. Le Daily se réserve le droit de ne pas imprimer certaines annonces.

OFFRES D'EMPLOI

Students, part-time, your hours, year round, work from home, immediate serious income; Hi-tech Communications Company. Call 514-483-4161 for info. This is not telemarketing!

École des Maîtres

Cours de formation barman(aid) et serveur. Palais étudiant, programme de placement.

AFFORD YOUR TUITION! A downtown based company is offering students a job that pays \$10/hr + commission. Our employees earn an average of \$2,000/month. We are looking for students who are success driven, money oriented and are willing to learn a new skill. Call Shaun @ 514-875-9191.

TRAITEMENT DE TEXTE

Success To All Students

WordPerfect 5.1 Term papers, resumes, applications, transcription of tapes. Editing of grammar. 31 years experience. \$1.25/D.S.P. (same day \$1.50) 7 Days/week. On Campus/Peel/ Sherbrooke. Paulette 288-9638.

C O U R S

Come and practice your French with francophones. Bilingual Club. Half and half (450) 465-9128.

Travel-Teach English.

5 day/40 hr OTT. Oct 13-17. TESOL teacher cert. course (or by corresp.) 1000's of jobs available. NOW. Free Info pack, toll free 1-888-270-2941.

À V E N D R E

For sale. Apple Image Writer/Style Writer. Come to B07. Daily will take best offer. 398-6790.

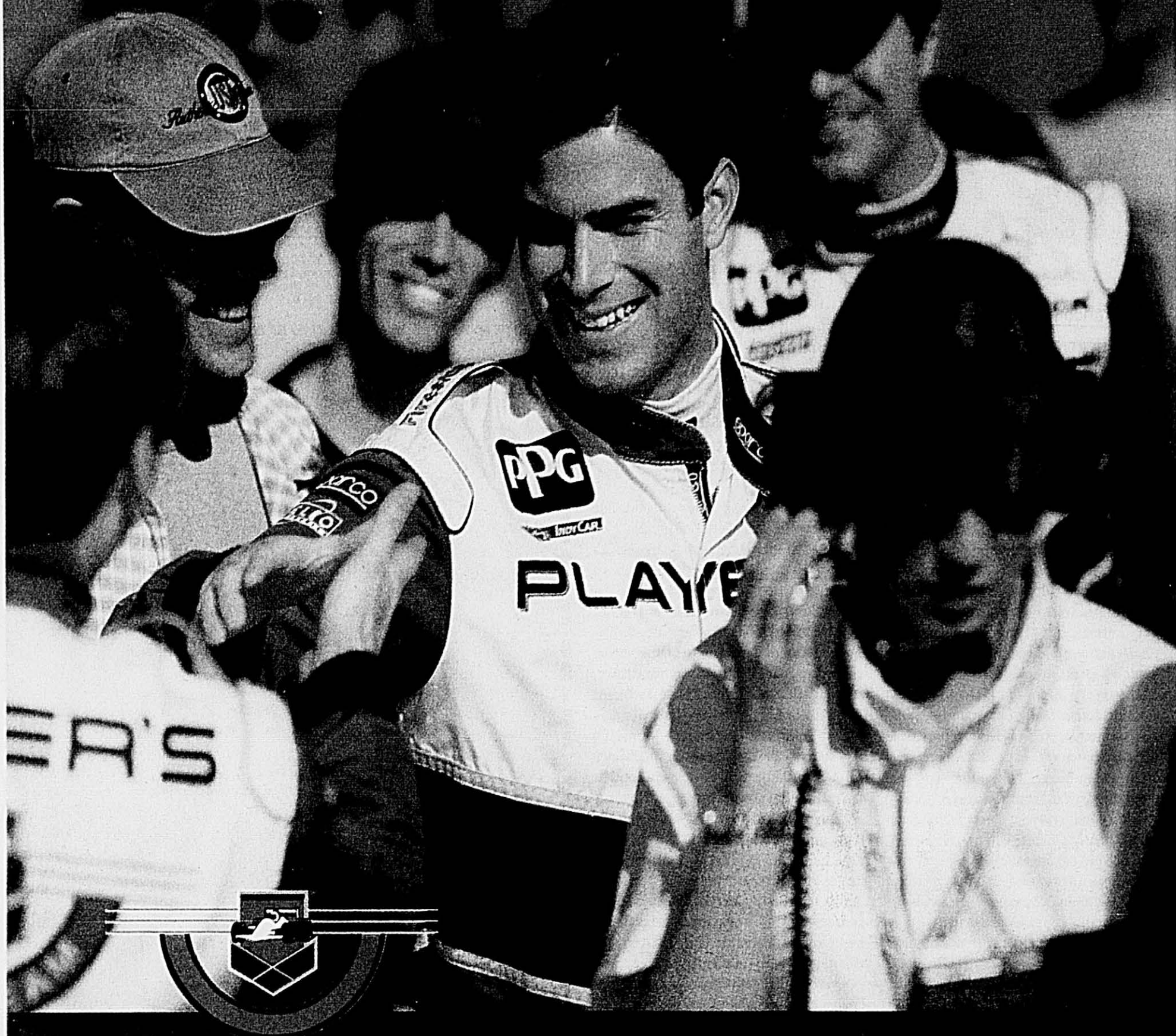
I M M O B I L I E R

3 1/2 Apartment to rent October 1, \$505. Rent includes heating/water, fridge/stove - 2 mins from school - hardwood floors. McGill Ghetto. 251 Milton St. 849-5085

Le Délit,
chaque
mardi
que
le bon
dieu
amène!

12

**UNE TRADITION
D'EXCELLENCE**



**L'ÉQUIPE
PLAYERS**

SUIVEZ-LES : WWW.PLAYERS-RACING.COM